



Une grève de dix semaines à l'Association pour l'intégration communautaire du comté de Lanark a pris fin le 10 septembre lorsque les membres de la section locale 1521.02 du SCFP ont ratifié une convention collective de deux ans. L'entente étend la couverture des REER à toutes les employées, élimine les projets de sous-traitance de la direction et engage cette dernière à distribuer le financement accordé aux travailleuses par le ministère en 2007. Pour en savoir plus sur les régions, jetez un coup d'œil à l'intérieur, sous la rubrique « Scènes de la vie syndicale ».

Page 5

La publication trimestrielle du SCFP

scfp.ca

Automne 2009

La Réplique

Le public, c'est mieux

La population canadienne se fie aux employés de la fonction publique.



Les Canadiens font confiance aux employés du secteur public, s'identifient à eux et pensent qu'on peut leur confier des travaux importants.

PAR KARIN JORDAN

Les membres du SCFP sont les yeux et les oreilles dans un système d'alarme rapide qui détecte et bloque la privatisation avant qu'elle ne commence. Peu importe sa forme, la privatisation nuit aux services, aux villes et aux emplois.

Au début de l'année, le SCFP a décidé de prendre le pouls de la population en matière de services publics et de privatisation, le but de l'exercice étant d'édifier l'appui au travail anti-privatisation de nos membres en faisant appel au cœur et à l'esprit des Canadiens.

Les conclusions du sondage sont excellentes pour les membres du SCFP qui s'efforcent de protéger et de promouvoir les services publics. La recherche confirme ce que nous savions déjà au SCFP : nos membres sont notre

plus grande force.

Deux grands sondages et l'analyse d'une série de discussions de groupe menés par les respectées firmes de sondage Environics et CROP montrent que le public nous appuie.

La population canadienne se fie aux employés de la fonction publique, s'identifie à eux et leur fait confiance pour les travaux importants. Les employés publics sont le groupe auquel les Canadiens font le plus confiance – plus que les sociétés privées, les chefs d'entreprise et les gouvernements.

Quand nous avons demandé à qui ils faisaient le plus confiance pour avoir l'heure juste au sujet des services publics et de la privatisation, 82 pour cent des Canadiens accordent leur confiance aux travailleurs des

premières lignes qui fournissent des services publics.

Malgré le biais antisyndical d'une bonne partie de la couverture médiatique et les idées fausses voulant que les syndicats n'existent que pour protéger leurs propres intérêts, la population fait preuve d'ouverture à l'égard du SCFP, en particulier lorsque les gens savent qu'ils font directement affaire aux travailleurs qui fournissent les services.

Les principales forces du secteur public, en particulier l'accessibilité, la qualité de vie et la transparence au sujet des dépenses, ont touché une corde sensible lorsque nous avons mis à l'essai les messages d'édification de l'appui aux services publics chez les Canadiens.

Cette recherche nous révèle aussi des choses utiles sur les

partenariats public-privé (PPP). Par exemple, sauf dans les situations locales où il y a des projets très visibles, la plupart des Canadiens connaissent mal les PPP. Et, comme nous l'avons constaté dans les campagnes locales, le mot « partenariat » fait passer les PPP pour le « meilleur des deux mondes ».

En faisant valoir les forces du secteur public, nous gardons le débat sur notre terrain et nous permettons aux membres du SCFP d'utiliser des arguments qui seront convaincants pour les Canadiens – des éléments d'une stratégie gagnante pour bien montrer que le public, c'est mieux!

Vous trouverez de plus amples détails sur le projet de sondage national sur la lutte contre la privatisation du SCFP à scfp.ca/privatisation.

La Réplique

La publication trimestrielle
du SCFP

ISSN imprimé 1920-2857
ISSN en ligne 1920-2865

La Réplique est publiée par le
Syndicat canadien de la fonction
publique. Adressez toute lettres à la
rédaction à :

SCFP-communications
1375, boul. Saint-Laurent
Ottawa, ON, K1G 0Z7
Téléphone : 613-237-1590
Télécopieur : 613-237-5508

Convention Poste-publications
Numéro 40005741

Retourner les envois canadiens non
distribuables à :

SCFP-communications
1375, boul. Saint-Laurent
Ottawa, ON, K1G 0Z7

Visitez le site Web du SCFP à
scfp.ca ou communiquez avec nous à
cupemail@cupc.ca

Rédactrice en chef : Catherine Louli
Directrice des communications :
Louise Leclair
Traduction : Louise O'Neill
Graphisme : Marnie Thorp

Collaborateurs : Dan Gawthrop,
Janet Szliske, Roseanne Moran, Lou
Arab, Beth Smillie, Dennis Lewycky,
Pat Daley, James Chai, Robert
Lamoureux, Luc Tittley, Kevin Wilson,
Wendy Forbes, Robert Bellerose,
Alexandre Boulerice, Danielle Savoie,
John McCracken, Catherine Louli,
Allison Gifford, Sébastien Goulet,
Karin Jordan, Chris Lawson, Derrick
Barrett.

Adjointes à la rédaction :
Marjorie Savoie et Hélène Bélanger



Imprimé par une entreprise syndiquée
sur du papier recyclé à 50 %
contenant 25% de matières recyclées
après consommation, et libre de
chlore élémentaire, certifié par le
Forest Stewardship Council.

**Syndicat canadien de la fonction
publique**

Conseil exécutif national
Président national – Paul Moist
Secrétaire-trésorier national –
Claude Généreux

Vice-présidences générales
Daniel Légère
Lucie Levasseur
Patrick (Sid) Ryan
Kevin Rebeck
Barry O'Neill

Vice-présidences régionales
Wayne Lucas – Terre-Neuve-et-
Labrador
Danny Cavanagh – Nouvelle-Écosse
Sandy Harding – Nouveau-Brunswick
Milo Murray – Île-du-Prince-Édouard
Charles Fleury – Québec
Nathalie Stringer – Québec
Candace Rennick – Ontario
Michael Hurley – Ontario
Wyman MacKinnon – Nord de
l'Ontario
Tracey Beastall – Manitoba
Tom Graham – Saskatchewan
Dennis Mol – Alberta
Mark Hancock – Colombie-
Britannique
Ken Robinson – Colombie-Britannique

Vice-présidences de la diversité
Brian Barron
Yolanda McClean

On se serre les coudes – Le SCFP tient le coup



Le président national Paul Moist (au centre) avec des membres de la section locale 1521.02 du SCFP, travailleuses de l'Association pour l'intégration communautaire, qui ont fait la grève pendant dix semaines avant d'obtenir un règlement.

PAR ALLISON GIFFORD

Au moment où nous nous apprêtons à nous réunir en congrès cet automne, nous sommes confrontés à une toute nouvelle réalité pour les travailleurs. L'emploi est à la baisse, les secteurs manufacturiers ont chuté et les marchés du monde sont aux prises avec l'une des pires crises financières depuis la dépression des années 30. Entre-temps, l'écart salarial s'élargit. En effet, une petite minorité amasse d'énormes gains pendant que le sort du travailleur moyen s'améliore à peine.

Plus que jamais, les travailleurs doivent s'unir pour empêcher cet écart salarial de s'accroître encore plus. Ils ne sont pas responsables de la récession et ils ne devraient pas avoir à en assumer le coût.

« Même si les économistes affirment que la reprise est proche, nous savons que les gouvernements endettés tenteront de combler le manque à gagner d'une façon ou d'une autre, croit Paul Moist, président national du

SCFP. Pour les travailleurs, cela signifie que le climat des négociations sera difficile, même après la récession. Les employeurs invoqueront le prétexte de la crise pour faire reculer les salaires et les avantages sociaux obtenus de haute lutte. Les conseils municipaux verront la privatisation comme un moyen d'éviter les conflits de travail. Et les critiques conservateurs nous diront que le mouvement syndical n'a plus sa raison d'être et que nous avons de la chance d'avoir un emploi. »

Paul Moist invite les travailleurs de tout le pays à s'unir – et à se préparer à lutter.

« Nous devons nous engager de nouveau à lutter contre la privatisation, à défendre la sécurité d'emploi de nos membres et à préserver le droit à la négociation collective de tous les travailleurs. Ce n'était pas un enjeu de pointe il y a deux ans, mais la situation a bien changé. »

Heureusement, notre syndicat est solide. « Dernièrement,

deux grèves très médiatisées ont pris fin à Windsor et à Toronto et je suis très fier de l'immense courage dont nos membres ont fait preuve pour défendre leurs conventions collectives », affirme Paul Moist.

Il ajoute que l'élection du tout premier gouvernement néo-démocrate en Nouvelle-Écosse rappelle à tous les membres l'importance de l'action politique. « Les membres du SCFP ont joué un rôle de premier plan dans la campagne. La victoire du NPD en Nouvelle-Écosse a été le point culminant d'années de travail politique et, grâce à ces efforts, la voix politique des travailleuses et travailleurs de la province a pris de l'ampleur. »

Au moment où les membres du SCFP s'efforcent de passer à travers la fin de la récession et se préparent à affronter de dures négociations, Paul Moist incite les travailleurs à ne pas oublier deux choses : leur travail est précieux et la solidarité est plus importante que jamais.

scfp.ca/paulmoist

Appelez-moi consœur, appelez-moi confrère – appelez-moi voisin

PAR CATHERINE LOULI

Avec tout le brouhaha créé dans les médias au sujet des grévistes cet été, il serait facile de passer sous silence l'immense rôle que jouent chaque jour les membres du SCFP dans leurs communautés.

Malgré la détermination des travailleurs syndiqués à améliorer

la qualité de vie de la communauté, c'est l'ensemble des travailleurs qui subit les foudres des médias et la désapprobation de la population pour les troubles économiques actuels.

Pourtant, les membres du SCFP apportent appui et aide aux familles qui souffrent, comme le Conseil des syndicats d'hôpitaux

du Nouveau-Brunswick qui a remis 5 000 \$ à la famille Mowbray lorsqu'un tragique accident de la route a coûté la vie à trois générations de femmes Mowbray. L'engagement du SCFP à améliorer la qualité de vie pour tous ne faiblit pas et plus d'un million de dollars ont été ramassés pour Centraide.

Décision historique dans le secteur de la santé

Une entente historique négociée sans concessions a été conclue entre le Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario (CSHO)-Syndicat Canadien de la fonction publique (SCFP) et l'Association des hôpitaux de l'Ontario.

La convention prévoit des hausses salariales ainsi qu'une bonification des vacances, des avantages sociaux et des primes d'équipe et de weekend. Elle comprend également le droit, très novateur, pour un travailleur muté dans la foulée d'une restructuration des soins de santé, d'une privatisation ou d'une vente – totale ou partielle – d'entreprise, de postuler un emploi dans son ancien hôpital n'importe quand au cours des quatre années de l'entente, sans aucune perte d'ancienneté.

L'entente vise directement 18 500 travailleurs d'hôpitaux représentés par le SCFP. De plus, 11 500 autres travailleurs d'hôpitaux représentés par le SCFP, mais dont les employeurs ne participent pas directement aux négociations centralisées, suivront ce modèle.

scfp.ca/csho

Cet automne

Tournée pancanadienne sur les services de garde à l'enfance publique

Au Canada, le recours aux services de garde privés a produit une mosaïque de programmes non planifiés dont la qualité, l'abordabilité et l'accessibilité varient beaucoup. Cette approche a aussi favorisé une hausse alarmante du nombre de garderies à but lucratif.

Le SCFP croit que la garde à l'enfance est un bien public et non une marchandise. Joignez-vous au mouvement pour mettre en place des services d'éducation de la petite enfance et de garde à l'enfance dont le financement et la prestation sont publics.

Le syndicat a organisé une série d'activités publiques destinées à faire participer les membres de la communauté à la discussion sur une vision du XXI^e siècle des services d'éducation de la petite enfance et de la garde à l'enfance.

Venez entendre Martha Friendly, de l'Unité des ressources et de la recherche sur la garde à l'enfance de Toronto, et Susan Prentice, professeure de sociologie à l'Université du Manitoba, de même que les militantes locales et communautaires de la garde à l'enfance du SCFP, qui partageront leurs points de vue sur l'édification d'un meilleur avenir pour les enfants du Canada.

La tournée s'amorce à Fredericton, au Nouveau-Brunswick, le 27 octobre, pour se déplacer ensuite à travers le pays. Pour en savoir plus sur l'événement, communiquez avec la consœur Darcie Beggs, à dbeggs@cupe.ca
scfp.ca/garde-a-l-enfance

L'amour de la liberté et la liberté d'aimer



Misant sur la réussite de la 1^{ère} Conférence internationale sur les droits des lesbiennes, des gays et des personnes bisexuelles et transgenre (LGBT) tenue à Montréal en 2006, la 2^e Conférence internationale sur les droits des LGBT a eu lieu à Copenhague, au Danemark en juillet 2009.

La députée fédérale Libby Davies (NPD) (au centre) a participé activement à la conférence. Les membres du SCFP Peter deGroot, Line Blackburn, Victor Elkins (SEH), Martine Stonehouse et Jane Walsh, ainsi que les personnes-ressource du SCFP Joanne Martin et Michael Butler ont représenté le SCFP à la conférence. Nos délégués ont tenu un blogue quotidien que l'on peut consulter à <http://cupe-scfpatworkersout2009.blogspot.com/>. La conférence portait principalement sur la consolidation des droits des personnes LGBT au travail.

scfp.ca/conf-mond-gai-lesbienne

Grève de 24 heures chez les cols bleus de Montréal



Les cols bleus de Montréal, membres de la section locale 301 du SCFP, ont déposé leurs outils pour faire une grève de 24 heures à la fin d'août. La section locale a choisi de maintenir l'accès aux services essentiels, tout en faisant savoir au public que les élus de la Ville de Montréal refusent de prendre leurs responsabilités au sérieux.

Cette ronde de négociations offre l'occasion d'améliorer l'infrastructure de Montréal en s'engageant fermement à offrir des services publics de qualité au lieu de vendre ces services à la pièce au secteur privé.

Mais deux ans de négociations n'ont pas permis d'en arriver à un règlement. Au cours des deux

dernières années, le nombre de travailleurs sur l'île de Montréal a diminué, pendant que les niveaux de direction et les structures organisationnelles explosaient, ce qui a mené à une mauvaise coordination des services, à la désorganisation et à la diminution de la qualité des services publics.
scfp.ca/quebec

PPP: les canards boiteux perdent leurs plumes

Une entrevue avec Claude Généreux, secrétaire-trésorier national du SCFP.

PAR SÉBASTIEN GOULET

SG: Claude, qu'est-ce qui est arrivé aux partenariats public-privé (PPP) pour que même les ingénieurs, les architectes et le patronat se joignent à nous pour les contester? Est-ce qu'on peut parler d'un retournement?

CG: En effet, un très gros retournement. Avant la crise, le privé allait dans des banques emprunter de l'argent à un taux d'intérêt déjà plus élevé que les institutions publiques, comme les municipalités, les commissions scolaires et les gouvernements. Ça ne paraissait pas trop, parce que la différence variait de 0,5 à un pour cent de plus. Ça peut sembler insignifiant, mais en termes de dollars, c'est une grosse différence. Donc, dès le départ, ce n'était pas une bonne affaire que de recourir au privé pour financer les services publics. La situation s'est aggravée l'année dernière parce que le différentiel est monté de deux, trois, voire quatre pour cent. Imaginez : quelque chose qui coûtait 100 millions passe tout à coup à 200 millions.

SG: À part ce handicap du financement, quelles autres raisons font des PPP une mauvaise formule?

CG: Les PPP ont commencé à s'installer dans la façon de livrer les services dans les années 90 en arrivant avec une armada d'arguments façonnés par le « PPPisme », une forme d'idéologie qui prône le tout-au-privé. Un de ces arguments, c'est que les PPP seraient transparents. Mais on a vu que c'est faux : les livres restent fermés sous prétexte du secret commercial.

Un autre argument clé prétend qu'il y aurait un transfert de risque. Or, on a vu depuis dix ou 15 ans de nombreux cas où le

privé n'a pas absorbé les risques. Un exemple révélateur est la Ville de Hamilton, qui a transféré la régie de l'eau à une succession de compagnies qui n'ont pas fait l'affaire: une compagnie anglaise, une compagnie américaine, une compagnie française. En bout de ligne, l'eau a été confiée à une compagnie allemande qui a fini par déclarer faillite. La Ville de Hamilton a été forcée de reprendre le système d'exploitation de l'eau en régie publique, ce qui lui a coûté très cher.

Un autre argument qu'on nous a servi, c'est celui de la souplesse. Les « privatiseurs » disaient: « Regardez quand c'est en régie publique : vous avez des travailleuses et des travailleurs qui ont des conventions collectives de 200 ou 300 pages! » Mais maintenant, même le maire Gérald Tremblay de Montréal dit que les PPP sont des camisolés de force, parce qu'ils ne viennent pas avec des contrats de 300 pages : certains ont des contrats de 10 000 pages!

On a des vérificateurs externes et des juricomptables dans les provinces canadiennes qui nous ont dit: « Faites attention, on n'en a pas pour notre argent et on s'endette pour longtemps, pour une ou deux générations. » Et il y a un économiste américain de l'université Columbia, Elliott Sclar, qui nous a mis en garde en évoquant le scandale des subprimes qui a fait tomber le capital financier mondial. Il a dit: « La prochaine bulle de ce genre, je crois que ce seront les PPP. »

Souhaitons-nous de ne pas en arriver là!

Pour entendre toute l'entrevue en baladodiffusion, allez à scfp.ca/claude-generoux/baladodiffusion

Tournée nationale sur les soins de longue durée cet automne



Plus de 67 000 membres du SCFP travaillent dans des établissements de soins de longue durée partout au Canada. Tous nos membres, qui sont plus d'un demi-million, se demandent à quoi ressemblera leur vie lorsqu'ils seront vieux. Cet automne, nous braquerons les projecteurs sur les lieux où travaillent près d'un quart de million de personnes et où autant, sinon plus, vivent : les établissements de soins de longue durée du Canada.

scfp.ca/tournee-soins-de-longue-duree

Faits saillants de la réunion du Conseil exécutif national

Le Conseil exécutif national s'est réuni les 16 et 17 septembre 2009 à Ottawa; voici les faits saillants de ses délibérations et décisions.

Résolution du Conseil – Métallurgistes unis d'Amérique

À Sudbury et Port Colborne, en Ontario, et à Voisey's Bay, à Terre-Neuve-et-Labrador, les membres des trois sections locales des MUA sont en grève contre Vale Inco. Vale Inco appartient à 100 % à des Brésiliens. L'entreprise veut éliminer les gains réalisés au fil des ans par les membres en imposant un régime de retraite à deux vitesses, en réduisant considérablement les régimes de retraite des nouveaux employés, en s'en prenant aux droits d'ancienneté et en limitant les primes d'intéressement pour les travailleurs. La société a repris sa production en ayant recours à des briseurs de grève.

Le Conseil exécutif national a adopté une résolution proposant d'offrir une aide financière de 10 000 \$ aux MUA et invite les sections locales du SCFP à fournir tout le soutien possible. La résolution demande aussi au gouvernement fédéral de veiller à ce que les entreprises de matières premières demeurent majoritairement entre les mains de Canadiens. Des lettres seront envoyées aux premiers ministres de l'Ontario et de Terre-Neuve-et-Labrador afin de leur demander de prendre les mesures

voulues pour empêcher le recours aux briseurs de grève pendant ce conflit.

Les finances

Le financement de quinze campagnes à frais partagés a été approuvé, pour un total de 198 995,82 \$, ce qui aidera les sections locales à sensibiliser les membres, à accroître leur visibilité, à se préparer aux négociations et à protéger les services publics. En outre, l'aide accordée aux sections locales pour les frais judiciaires et d'arbitrage s'est élevée à 271 581,58 \$ en réponse à dix demandes présentées par les sections locales.

Climat économique pour les négociations

Même si certains économistes affirment que la récession est terminée, les membres du SCFP peuvent s'attendre à des temps difficiles lorsque les gouvernements tenteront d'éliminer les déficits. Le rapport trimestriel *Climat économique pour les négociations*, produit par l'économiste principal du SCFP, aborde un certain nombre d'enjeux pour les membres du SCFP. Les dépenses publiques ont ralenti les pertes d'emplois, mais il faut encore plus de mesures de stimulation pour régler le chômage croissant au pays.

scfp.ca/economie/le-climat-conomique-pour-les



Claude Généreux, secrétaire-trésorier national, était sur place pour féliciter la section locale 825 du SCFP pour le nouveau service de collecte des déchets et du recyclage rapatrié à l'interne.

Scènes de la vie syndicale



Le Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH) a lancé une série de publicités télé en septembre pour mieux faire connaître les infirmières auxiliaires autorisées (IAA) et l'accroissement de leur rôle dans les soins aux patients. Ces publicités font partie des efforts déployés par le syndicat pour faire valoir les IAA en tant que professionnelles des soins infirmiers.

En grève pour sauver des vies – C.-B.

Pendant que les ambulanciers paramédicaux, membres de la section locale 873 du SCFP, entament leur sixième mois de grève en septembre, le gouvernement provincial continue de bloquer les négociations. Tout en respectant les services essentiels, les ambulanciers paramédicaux ont accru l'appui du public à des services de qualité grâce à diverses initiatives de communications intitulées « En grève pour sauver des vies ». Une intense couverture médiatique locale a suscité des réactions positives.

En août, les compressions budgétaires imposées par le gouvernement de la C.-B. ont durement frappé les travailleuses de bibliothèque membres du SCFP. Une campagne provinciale de résistance a aidé à faire passer les réductions prévues de 80 pour cent à 22 pour cent. Mais les compressions frappent tout le secteur public – ce qui a des effets négatifs sur les membres du SCFP et sur les services publics.

La majorité des sections locales du SCFP se préparent aux négociations de 2010. Les secteurs de la maternelle à la 12^e année, des collègues et des universités entreprendront des campagnes sectorielles, avec initiatives stratégiques et campagnes à frais partagés. Les sections locales des universités et de la maternelle à la 12^e année officialisent la coordination des négociations et s'efforcent d'accroître la visibilité du SCFP dans la province. Quant aux sections locales des services sociaux communautaires, elles ont commencé à se préparer en menant des sondages auprès des membres.

Le dernier budget provincial impose un gel salarial aux travailleurs du secteur public tant

que le gouvernement sera en déficit.

scfp.ca/colombie-britannique

La santé et l'éducation menacées en Alberta

De nouveaux règlements mis en place par les services de santé de l'Alberta (Alberta Health Services) menacent d'empêcher les 1 600 travailleuses et travailleurs de la santé, membres du SCFP, de s'exprimer sur les changements apportés aux soins de santé publics.

Tant les ambulanciers paramédicaux que les infirmières auxiliaires autorisées (IAA) seront touchés par des modifications au code de conduite pouvant mener au congédiement d'un travailleur qui parlerait de ses conditions de travail.

Entre-temps, les sections locales 474 et 3550 du SCFP passent à l'action contre les compressions projetées par le ministère de l'Éducation de l'Alberta, soulignant dans des lettres à la rédaction et des publicités la contribution des membres du personnel de soutien, de gardiennage et de l'aide à l'enseignement dans nos écoles.

Le SCFP-Alberta s'est joint à Twitter pour diffuser des nouvelles syndicales partout au pays avec des membres et des alliés. Suivez-nous à « cupeAB ».

scfp.ca/alberta

Volte-face de l'employeur sur les équipes de 12 heures – Saskatchewan

La régie sanitaire de Prince Albert a récemment renoncé à un plan controversé visant à faire passer de 12 à huit heures les équipes d'environ 200 préposés aux soins spéciaux de Prince Albert, membres du SCFP. L'employeur voulait mettre en œuvre le changement sans aucune consultation avec le personnel.

La section locale 4777 du SCFP,

qui représente autour de 1 700 travailleuses et travailleurs de la santé, a organisé un scrutin secret pour permettre aux membres de s'exprimer sur la question. Des 176 préposés à l'aide spéciale qui ont voté, 98,2 pour cent appuyaient les équipes de 12 heures et 1,7 pour cent voulaient une équipe de huit heures.

Un examen détaillé de la documentation sur le sujet effectué par le Service de la recherche du SCFP a permis de contredire les prétentions de l'employeur. Plusieurs aspects de notre système de soins de santé peuvent être améliorés, mais la modification de la rotation des équipes n'en fait pas partie. À la fin de l'été, la région sanitaire en a convenu, bien qu'avec réticence.

scfp.ca/saskatchewan

Le Manitoba accroît ses capacités

Les membres de la section locale 500 du SCFP ont fait pression sur les élus et travaillé avec des groupes communautaires pour empêcher la création d'un service d'eau municipal indépendant. Même si le conseil municipal a voté en faveur du service en juillet, le public est maintenant plus conscient des risques de la privatisation et appuie de plus en plus le maintien du service dans le secteur public.

Un important exercice de renforcement syndical est en cours au Manitoba pour former et mobiliser les membres dans le but de consolider les sections locales. Dans les secteurs des services sociaux et des services de garde à l'enfance en particulier, une grande campagne s'amorce à l'automne pour appuyer et accroître les capacités en matière de négociations grâce à la formation, à la collaboration communautaire et à la défense des droits.

scfp.ca/manitoba

Debout pour défendre nos droits – Ontario

Malgré un climat de négociation extraordinairement difficile, les membres du SCFP de tout l'Ontario résistent aux employeurs qui s'en prennent à leur salaire, à leurs régimes de retraite et à leurs avantages sociaux, ainsi qu'à ceux des générations futures.

Les membres des sections locales 82 et 543 du SCFP, qui représentent les cols bleus et les cols blancs de la ville de Windsor, sont rentrés au travail la tête haute après un arrêt de travail de 101 jours. Quant aux membres des sections locales 79 et 416 du SCFP, cols bleus et cols blancs de la ville de Toronto, ils ont ratifié des conventions collectives après une grève de 39 jours. Ils ont clairement dit à toute la province que les travailleuses et les travailleurs ne sont pas prêts à porter l'odieux d'une crise économique qu'ils n'ont pas causé.

Au moment d'écrire ces lignes, un accord de principe vient d'être conclu entre la section locale 1521.02 du SCFP et l'Association pour l'intégration communautaire du comté de Lanark. Toutefois, le Syndicat des travailleurs de l'énergie, section locale 1000 du SCFP, d'Ingersoll, est toujours en grève.

Une campagne de désobéissance civile, d'appui public et de lobbying a convaincu les conseillers du comté de Simcoe d'imposer un moratoire d'un an sur le développement d'un site d'enfouissement devant être installé sur le réservoir aquifère Alliston, l'une des sources d'eau souterraine les plus pures de la planète.

scfp.ca/ontario

Un front commun – Québec

Au Québec, l'heure est aux négociations entre les employés

Suite à la page 6



Les militants du SCFP se sont rassemblés au champ de parade de la Colline de la Citadelle pour le défilé de la Fierté gay à Halifax. La directrice régionale Jacquie Bramwell (4^{ième} à gauche) avec le MP NPD Megan Leslie, le président de la division Danny Cavanagh et Marlene Gaudet, représentante du SCFP-Nouvelle-Écosse au Comité national du triangle rose, ont pris la tête de la marche.

de l'État et le gouvernement de Jean Charest. Cette fois, toutes les organisations syndicales du secteur public sont réunies au sein d'un même Front commun, le plus important de l'histoire du Québec, pour un total de 475 000 travailleuses et travailleurs.

Environ 30 000 membres du SCFP sont directement touchés par ces négociations, dans le secteur de la santé, des services sociaux et en éducation. Mais au moins 15 000 autres de nos membres suivront très attentivement ces pourparlers avec le gouvernement, car souvent les salaires prévus à leurs conventions collectives se fondent sur les paramètres déterminés dans le secteur public.

Au moment d'écrire ces lignes, le dépôt des demandes syndicales à la table centrale est prévu pour le 30 octobre, journée qui sera marquée par une grande manifestation dans les rues de Québec.

Le Front commun souhaite conclure les négociations avant l'échéance du présent décret, soit le 31 mars 2010.
scfp.ca/quebec

Le centre de réadaptation des travailleurs du N.-B. reste public

Travail sécuritaire NB reste public. En coalition avec d'autres organisations syndicales, la section locale 946 du SCFP a mené une campagne efficace pour sauver le centre de la privatisation.

Les membres de la section locale 2745 du SCFP, personnel de soutien à l'éducation, ont aussi réussi leur campagne. Après un été bien rempli à mettre sur pied des piquets d'information, à organiser des rassemblements et à faire du porte-à-porte pour parler des effets des compressions budgétaires sur les élèves, les familles et le personnel, les membres ont fini par pousser le gouvernement à réinvestir 2,9 millions de dollars dans l'éducation.
scfp.ca/nouveau-brunswick

Sur le front de l'Î.-P.-É.

Le SCFP-Î.-P.-É. a réussi, en collaboration avec d'autres groupes, à sauver trois petites écoles de la fermeture.

L'Alliance rurale et des membres du SCFP ont fait pression avec succès sur le district scolaire Eastern, qui gardera ouvertes trois des 11 écoles devant fermer leurs portes.
scfp.ca/ipe

Les négociations collectives progressent – Terre Neuve et Labrador

Malgré le ralentissement économique, les efforts de négociations collectives continuent à donner de bons résultats à Terre-Neuve-et-Labrador.

Le SCFP-T.-N. a réussi à décrocher une première convention collective pour 130 travailleuses de cafétéria au service de Compass

Group Canada (Chartwells). Ces membres – toutes des femmes – travaillent dans la région est du district scolaire Eastern.

Dans le secteur municipal, les négociations collectives ont aussi très bien réussi. Les sections locales 706 et 768 du SCFP, de la ville de Corner Brook, et la section locale 1761 du SCFP, de la ville de Placentia, ont signé de nouvelles ententes avec leur employeur respectif.

scfp.ca/terre-neuve

Victoire électorale en Nouvelle-Écosse

Il est rare que le SCFP et ses militants puissent dire qu'ils ont changé le cours de l'histoire, mais c'est sans aucun doute ce qui est arrivé lorsque le syndicat a aidé à redessiner le paysage politique du Canada Atlantique en faisant élire un gouvernement néo-démocrate majoritaire en Nouvelle-Écosse.

Les militants du SCFP de toute la province ont communiqué directement avec les 16 000 membres du syndicat pour leur expliquer les raisons pour lesquelles le SCFP appuyait le NPD. Le syndicat a maintenant une occasion sans précédent d'apporter des changements positifs et significatifs dans la vie non seulement des membres du SCFP, mais aussi de tous les Néo-Écossais.

La fierté du SCFP s'est maintenue dans le défilé de la Fierté gay à Halifax. Les militants

locaux ont brandi le drapeau du SCFP et distribué des tatouages, des bracelets et autres cadeaux aux milliers de personnes rassemblées le long du trajet du défilé.

Marlene Gaudet, représentante du SCFP-Nouvelle-Écosse au Comité national du triangle rose, a pris la tête de la marche, accompagnée du président de la division Danny Cavanagh et de la directrice régionale Jacquie Bramwell.

scfp.ca/nouvelle-ecosse

Le SEH se prépare pour les négociations

Les militants du Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH)-SCFP se préparent à une dure ronde de négociations collectives en organisant une série de conférences professionnelles et sectorielles dont le point final sera une conférence sur la politique salariale du syndicat, en novembre.

Les prochaines négociations auront lieu sur fond de compressions de 350 millions de dollars imposées par le gouvernement, de plans de consolidation à grande échelle des services de soutien en santé et de gel salarial dans le secteur public.

Les conventions collectives du secteur des services de santé et communautaires, qui régissent plus de 90 pour cent des membres du SEH-SCFP, prennent fin le 31 mars 2010.

heu.org

Attention!

VENEZ CÉLÉBRER
LE 10^E ANNIVERSAIRE
DE LA CAMPAGNE EAUX AGUETS
LORS DU :

SOMMET BLEU

Du 27 au 29 novembre 2009,
à Ottawa
Hôtel Marriott
scfp.ca/eau ou canadians.org/water



SCFP | Syndicat canadien
de la fonction publique



**LE CONSEIL
DES CANADIENS**

Gagnant de la caméra Flip

Mark Trischuk, de l'Université de la Saskatchewan, a gagné une caméra vidéo Flip après avoir participé à un concours pour le premier numéro de La Réplique, le nouveau bulletin national du SCFP.

Le nom de Mark Trischuk a été tiré au hasard parmi les personnes qui ont téléchargé le bulletin en ligne ou qui en ont obtenu un exemplaire à leur section locale et qui ont entré le code spécial sur une page du site Web national du SCFP.

Merci à tous nos lecteurs et lectrices.
Gardez l'oeil ouvert pour d'autres concours.